Proposition du Conseil administratif du 3 avril 2019 en vue de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de 158 000 francs destiné à étoffer la prestation liée à l'entretien des toilettes publiques

Mesdames les conseillères municipales, Messieurs conseillers municipaux,

Exposé des motifs

Dès le 11 février 2019, 11 nettoyeurs de l'entreprise Onet SA sur 14 employés, occupés au nettoyage des WC publics de la Ville de Genève, se sont mis en grève pour une amélioration de leurs conditions de travail et de salaires, et le respect de leurs droits. Selon le Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs (SIT), cette grève fait suite à plusieurs mois de tentatives inabouties de négociations avec Onet SA sur divers points litigieux (horaires, LPP, rythmes, équipements, etc.).

Onet SA a remporté le marché public du nettoyage des WC publics en 2008, 2013 et 2017. L'actuel contrat porte sur un montant estimé à 1 million de francs par année qui dépend des deux variables d'ajustement que sont les demandes de prestations formulées par la Ville et de la capacité d'Onet SA d'y répondre (car seules celles réellement effectuées sont payées). Concrètement, le Service logistique et manifestations (LOM) dispose d'un budget pour l'année 2019 de 888 000 francs pour la prestation de nettoyage des toilettes publiques, auto-nettoyantes non comprises, et de 34 600 francs pour celles installées dans les manifestations. En 2018, le LOM a dépensé respectivement 925 241,27 francs et 12 061,93 francs, soit une somme totale de 937 303,20 francs. Ce dernier montant est inférieur de 80 250,50 francs par rapport à l'exercice 2017, principalement en raison du fait que les contrôles effectués, grâce au nouvel outil de géolocalisation des véhicules par géopositionnement par satellite (GPS), ont démontré que certains nettoyages annoncés par Onet SA ne pouvaient pas avoir été effectués. Les factures ont donc été ajustées en faveur de la Ville de Genève afin qu'elles correspondent à l'activité réellement effectuée.

Le mercredi 13 février 2019, dans le cadre d'une manifestation devant le Palais Eynard, les grévistes et le SIT ont remis au Conseil administratif une lettre ouverte demandant à ce dernier d'intervenir dans ce conflit. Le maire, M. Sami Kanaan, a reçu cette lettre et s'est engagé au nom du Conseil administratif à réunir les parties en conflit afin de rétablir le dialogue et assurer un climat favorable à une négociation vers un accord acceptable pour toutes les parties. Deux séances ont ensuite eu lieu pendant la semaine de vacances scolaires, les 18 et 21 février 2019, au Palais Eynard, sous l'égide du Conseil administratif, représenté lors de la première séance par

MM. Barazzone et Kanaan, et par M. Kanaan lors de la deuxième. A ces deux occasions, le Conseil administratif a clairement manifesté sa volonté que ce conflit social se termine rapidement et positivement. Des séances bilatérales directes entre les parties en conflit ont également eu lieu cette semaine-là, et parallèlement le Conseil administratif a pris une décision par voie circulaire le 20 février 2019 afin d'enjoindre à Onet SA de renoncer à toute mesure pouvant être assimilée à une volonté de briser la grève ou de sanctionner les grévistes.

Le vendredi 22 février, le SIT informait qu'une convergence avait pu avoir lieu sur la plupart des points litigieux, sauf celui du temps de travail, à savoir la revendication des grévistes de voir remonter leur temps de travail moyen hebdomadaire de 32 heures à au moins 40, idéalement 43 heures (plein temps dans la branche du nettoyage). Cette revendication devait permettre aux grévistes d'avoir un salaire décent.

Onet SA a fait savoir que le contrat liant à la Ville pour le nettoyage des WC publics ne lui permettait pas de financer une telle augmentation du temps de travail en l'état et que ces temps de travail partiels étaient déjà indiqués au moment de la soumission dans le cadre de l'appel d'offres effectué dans le cadre des règles d'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP).

Les deux parties se sont donc mises d'accord pour demander à la Ville d'augmenter le volume de travail confié à Onet SA, avec l'engagement de l'entreprise de consacrer tout ce supplément de revenus à l'augmentation des temps de travail des grévistes. A ce stade, le SIT demandait que cette augmentation soit d'au moins 120 000 francs par année, ce qui permettait de remonter à 40 heures ceux ayant un horaire de 32 heures, et à 43 heures ceux ayant un horaire de 40 heures. Pour remonter tous les travailleurs concernés à 43 heures, le montant nécessaire a été chiffré à 158 000 francs par le SIT.

Par la suite, des discussions internes ont eu lieu avec les départements principalement concernés, la Centrale municipale d'achat et d'impression (CMAI) au département des finances et du logement (DFL) pour les aspects liés aux AIMP et le LOM au département de l'environnement urbain et de la sécurité (DEUS) pour les questions opérationnelles, afin d'évaluer les possibilités d'entrer en matière sur cette demande.

On peut relever que, durant cette période, les grévistes et le SIT n'ont pas activé les mécanismes usuels de médiation face à un conflit de travail (Chambre des relations collectives de travail (CRCT) ou Commission paritaire du nettoyage) car la situation des grévistes n'est pas en violation avec le cadre formel existant, convention collective de travail (CCT) incluse (si l'on exclut les incidents ponctuels liés au conflit proprement dit, comme le recours à une agence temporaire pour remplacer les grévistes, initiative vite arrêtée sur intervention de l'inspection paritaire). Il faut également préciser que le SIT ne souhaitait pas

que la Ville résilie avec effet préventif le contrat de mandat envers Onet SA, sachant que l'effet direct serait le licenciement avec effet immédiat des travailleurs concernés pour motifs économiques.

Proposition

Afin de trouver une issue à cette crise et de faciliter un accord entre Onet SA et les grévistes, le Conseil administratif a décidé dans un premier temps, le mercredi 27 mars, d'accepter le principe du dépôt d'une proposition au Conseil municipal portant sur un crédit extraordinaire de 120 000 francs, destiné à étoffer la prestation liée à l'entretien des toilettes publiques et à permettre ainsi au personnel d'Onet SA de travailler avec des temps de travail augmentés, ce qui leur assurera des salaires décentes. Cette proposition était en discussion depuis la semaine précédente. Parallèlement à l'annonce de cette proposition, le SIT a fait savoir que le montant requis pour passer tous les travailleurs à plein temps (43 heures hebdomadaires) serait de 158 000 francs. Le Conseil administratif a donc décidé lors de sa séance du mercredi 3 avril d'augmenter d'autant le montant demandé dans cette proposition.

L'augmentation du budget disponible découle du vote de ce crédit extraordinaire qui permettra d'intensifier le nettoyage des WC publics. Des demandes de nettoyage seront formulées en ce sens par le LOM, principalement durant la saison estivale et pour des toilettes publiques très fréquentées.

L'annonce du Conseil administratif a permis au SIT et à Onet SA de rédiger la première version d'un accord complet de sortie de crise.

Estimation des coûts

Le coût annuel supplémentaire de cette prestation étoffée est évalué à 158 000 francs.

Service gestionnaire et bénéficiaire

Le service gestionnaire et bénéficiaire est le LOM.

**Tableaux récapitulatifs des coûts de fonctionnement et
planification des dépenses (en francs)**

Objet: Entretien des toilettes publiques

A. SYNTHÈSE DE L'ESTIMATION DES COÛTS

	Montant	%
	158 000	100%
Coût total du projet TTC	158 000	100%

B. IMPACT ANNUEL SUR LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Estimation des charges et revenus marginalement induits par l'exploitation de l'objet du crédit

Service bénéficiaire concerné: Service logistique et manifestations

CHARGES

31 – Biens, services et autres charges d'exploitation	158 000
Total des nouvelles charges induites	158 000

REVENUS

40 - Impôts	
42 - Revenu des biens	
43 - Revenus divers	
45 - Dédommagements de collectivités publiques	
46 - Subventions et allocations	
Total des nouveaux revenus induits	0

Impact net sur le résultat du budget de fonctionnement - 158 000

Au bénéfice de ce qui précède, nous vous invitons, Mesdames les conseillères municipales et Messieurs les conseillers municipaux, à approuver le projet de délibération ci-après.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre d) de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit budgétaire supplémentaire de 158 000 francs destiné à étoffer la prestation liée à l'entretien des toilettes publiques.

Art. 2. – La charge supplémentaire prévue à l'article premier sera couverte par des économies équivalentes de charges ou par de nouveaux produits dans le budget de fonctionnement 2019.

Art. 3. – La charge prévue à l'article premier sera imputée aux comptes budgétaires 2019 sur le chapitre 31, politique publique 72, Traitement des eaux usées.